

Sortir du totalitarisme est difficile.

Le procès du communisme n'a jamais été fait. Est-ce pour cette raison que les dirigeants polonais ont dérapé avec la loi dite « de lustration » ?

Les principes de l'état de droit reposent sur une justice indépendante qui respecte les droits de la défense, c'est-à-dire qui garantit une procédure contradictoire. C'est particulièrement vrai s'agissant des sanctions à l'égard d'élus du peuple. Ce n'est pas une commission administrative, gardienne des archives de la dictature, qui peut prononcer des peines infâmant.

S'il devait être confirmé que Tadeusz Mazowiecki et Bronislaw Geremek, héros de la Liberté et de Solidarnosc, étaient déchus de leurs responsabilités, la Démocratie serait mise à mal. Les amis de la Pologne sont déjà attristés de voir se creuser un fossé entre les démocrates européens et ce grand pays qui a tant contribué à la victoire de la liberté en Europe.

Jean-Dominique GIULIANI
Président de la Fondation Robert Schuman

La compétitivité des entreprises européennes

Jean-François Jamet

Fondation : France - élection présidentielle | Turquie - scrutin présidentiel agité | L'état de l'Union
Conseil de l'Europe : Handicap **Présidence** : Russie/sécurité-justice | UE/Russie **Conseil** : Asie du Sud-Est | Recherche | Compétitivité | Iran | Asie Centrale **Commission** : Violence au travail | Pollueur-payeur | Sécurité routière **Parlement** : Paiements transfrontaliers | Sécurité aérienne | Inde | Sécurité maritime | Droits de l'Homme | Relations transatlantiques | Propriété intellectuelle | Régions ultrapériphériques | Forces d'intervention rapide **ESA** : Politique spatiale **ONU** : Kosovo **OTAN** : Russie
Allemagne : Afrique | France/Allemagne | Université franco-allemande | Climat **Danemark** : Energies renouvelables **Estonie** : Statue soviétique contestée **Irlande** : Elections législatives
Lituanie : Politique de cohésion **Pays-Bas** : Marché du travail **Pologne** : Geremek et Mazowiecki
République tchèque : Bouclier anti-missile **Roumanie** : Référendum **Turquie** : Election présidentielle
Eurostat : Industrie | Déficit public | Commerce transatlantique **Rapports** : Institut international de presse | Corruption | Révolution numérique

Agenda | Abonnement et plus d'infos

Fondation :

[France - élection présidentielle](#)

Le 6 mai prochain, la France aura un nouveau Président ou une Présidente, très attendu(e) sur l'Europe qui sera l'un des premiers dossiers qu'il ou elle aura à traiter. Nicolas Sarkozy (UMP) et Ségolène Royal (PS), arrivés en tête lors du 1er tour, s'affronteront au 2e tour. Les électeurs qui se sont portés sur François Bayrou, le 22 avril dernier, sont très courtisés par les deux candidats. Les indécis attendent, sans doute, le débat télévisé du 2 mai pour se prononcer...

[Lire](#)



[Turquie - scrutin présidentiel agité](#)

Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a finalement renoncé, sous la contrainte, à se présenter à l'élection présidentielle dont le 1er tour s'est tenu le 27 avril. Il a désigné, pour représenter son parti (AKP), son vice premier ministre et ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, qui semble plus policé. Mais rien n'est moins sûr. Les manifestations qui ont suivi ce premier tour, où l'unique candidat n'a pas réussi à obtenir la majorité requise, en sont la preuve.

[Lire](#) 

[L'état de l'Union](#)

La dernière publication de la Fondation aux éditions Lignes de repères "L'état de l'Union - Rapport Schuman sur l'Europe" contient de nombreuses informations pour ceux et celles qui cherchent à tout savoir sur l'Europe. L'ouvrage est disponible en librairie ou peut être commandé sur le site Internet de la Fondation.

[Lire](#) 

Conseil de l'Europe :

[Handicap](#)

Le Forum européen de coordination pour le Plan d'action pour les personnes handicapées 2006-2015 a rassemblé, les 26-27 avril, à Strasbourg de hauts responsables de tous les Etats membres et des ONG internationales intéressées par le domaine du handicap, et ce quelques mois seulement après que le plan d'action a été officiellement lancé. Les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe devraient élaborer une politique spécifique pour mieux intégrer dans la société les 100 millions de personnes handicapées en Europe.

[Lire](#) 

Présidence :

[Russie/sécurité-justice](#)

Les 23 et 24 avril, les ministres allemands de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, et de la Justice, Brigitte Zypries, ont rencontré leurs homologues russes de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, et de la Justice, Vladimir Ustinov, et le conseiller du président russe pour les questions sécuritaires, Victor Ivanov. Les négociations ont porté sur le futur aménagement de l'espace commun de liberté, de sécurité et de justice entre l'Union européenne et la Russie, et notamment les questions relatives à la simplification des formalités de voyage (visas), la lutte commune contre le terrorisme international, le crime organisé, la traite des êtres humains et le trafic illicite de stupéfiants, ainsi qu'à la coopération en matière pénale et dans le domaine du droit civil.

[Lire](#) 

[UE/Russie](#)

Le 23 avril, le ministre allemand des Affaires étrangères et président du Conseil, Frank-Walter Steinmeier, le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, et la commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, ont rencontré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Ils ont discuté de l'actualisation de l'accord de partenariat et de coopération. Ces dernières années, les relations entre l'Union européenne et la Russie se sont densifiées dans tous les domaines et il est prévu de les asseoir sur des bases conventionnelles améliorées. Autre point abordé au cours de cette rencontre : l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie, membres de l'Union européenne depuis le 1er janvier 2007, de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et la Russie.

[Lire](#) 

Conseil :

[Asie du Sud-Est](#)

Le 23 avril, le Conseil de l'Union européenne a mandaté la Commission pour la négociation d'accords de libre-échange avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Inde et la Corée du Sud. En outre, des mandats pour la négociation d'accords d'association avec l'Amérique centrale et la Communauté andine ont été votés. "Il est crucial de faciliter l'accès aux marchés dans les pays tiers pour que les entreprises européennes puissent saisir leurs chances sur les marchés du monde dans une concurrence équitable. Ces accords doivent être globaux et correspondre intégralement aux règles de l'OMC", a déclaré le ministre allemand de l'Economie et de la Technologie, Michael Glos.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)



[Recherche](#)

Les 26 et 27 avril, les 27 ministres de la recherche ont évoqué, à Würzburg, les orientations de la politique communautaire de la Recherche. Tenant compte du slogan de la présidence allemande "Gagner avec la Recherche", ils se sont consacrés au renforcement de l'Espace européen de la Recherche et à la création de l'Institut technologique européen (ITE). Autre sujet de discussion: la question de l'emploi de la propriété intellectuelle et celle de l'Initiative de la Présidence pour une Charte sur l'emploi de la propriété intellectuelle.

[Lire](#)



[Compétitivité](#)

"Le marché intérieur européen face à la concurrence mondiale", tel était le thème du Conseil compétitivité qui a réuni, les 27 et 28 avril, autour des ministres, le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen, et la commissaire européenne en charge de la concurrence, Neelie Kroes, ainsi que les ministres de l'Économie de Norvège, d'Islande et de Suisse (pays associés au marché intérieur par le traité EEE ou par des traités bilatéraux). Les ministres sont convenus que pour maintenir et améliorer l'attractivité économique de l'Europe, des mesures devaient être prises d'urgence à l'échelon national ou communautaire : régime fiscal attrayant, flexibilisation des marchés du travail, développement des réseaux de communication et des infrastructures, environnement fiable et simplifié et aide à la recherche et au développement.

[Lire](#)



[Iran](#)

Les ministres des Affaires étrangères ont donné, le 23 avril, leur feu vert définitif à l'entrée en vigueur des premières sanctions adoptées à l'ONU en décembre contre les programmes nucléaire et balistique iraniens. Ils ont entériné la liste des personnes et organisations impliquées dans les programmes nucléaires et balistiques iraniens, dont les avoirs seront gelés en application de la résolution 1737 adoptée le 23 décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont aussi donné leur feu vert de principe à la mise en application de la deuxième série de sanctions adoptées contre l'Iran à l'ONU le 24 mars, pour sanctionner le refus persistant de Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium. Cette résolution prévoit notamment un embargo sur les achats d'armes à l'Iran et des restrictions volontaires aux ventes d'armements à ce pays.

[Lire](#)



[Asie Centrale](#)

Lors de leur réunion à Luxembourg le 23 avril, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont eu une discussion initiale sur un projet de stratégie pour l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghiztan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) dans la perspective de l'adoption de la stratégie par les chefs d'État et de gouvernement les 21 et 22 juin prochains. La stratégie vise à renforcer la coopération et le dialogue politique avec les pays d'Asie centrale sur une base individuelle et régionale.

[Lire](#)



Commission :

[Violence au travail](#)

Les partenaires sociaux européens (CES, BUSINESSEUROPE, CEEP et UEAPME) ont signé, le 26 avril, un accord cadre sur le harcèlement et la violence au travail. C'est le 6ème accord signé par les partenaires sociaux depuis le lancement, il y a vingt ans, du Dialogue social européen. Cet accord vise à prévenir et, le cas échéant, gérer des situations de brimades, de harcèlement sexuel et de violence physique sur le lieu de travail. Chaque année, un salarié sur 20 avoue être exposé à des brimades et/ou du harcèlement. Pour Vladimir Špidla, commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, "c'est une preuve supplémentaire de l'efficacité du dialogue social à obtenir des résultats concrets pour les travailleurs et les employeurs en Europe".

[Lire](#)



[Pollueur-payeur](#)

Le 30 avril est entrée en vigueur la première directive européenne spécifiquement fondée sur le "principe du pollueur-payeur" qui permet d'éviter les atteintes à l'environnement dans l'Union européenne ou d'y remédier, et de mettre en cause la responsabilité des auteurs. La directive concerne notamment les atteintes aux ressources en eau, aux habitats naturels, aux animaux et aux végétaux, ainsi que la pollution des sols, très nocive pour la santé humaine.

[Lire](#)



[Sécurité routière](#)

Le 27 avril s'est tenue la première journée européenne de la sécurité routière sur le thème "Les jeunes et la route ou l'accident de la route n'est pas une fatalité". Cette journée s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Commission lancée en 2001 visant à réduire de moitié le nombre de victimes d'accidents de la route pour 2010. Jacques Barrot, Vice-président de la Commission en charge des transports, a déclaré: "Avec ces journées européennes de la sécurité routière, je veux donner un élan supplémentaire aux efforts de toute la société pour combattre l'insécurité routière. Nous avons déjà bien progressé, mais il faut travailler sans relâche. Je me réjouis particulièrement que les jeunes soient si nombreux à faire changer les choses". Entre 2001 et 2006, près de 12.000 vies ont été sauvées dans l'Union européenne.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



Parlement :

[Paiements transfrontaliers](#)

Le Parlement a adopté, le 24 avril à la suite du rapport de Jean-Paul Gauzès (PPE/DE -FR), un cadre légal pour les services de paiement dans l'Union européenne (transactions par cartes, virements bancaires, débits directs), qui doit rendre ceux-ci plus simples et moins chers et ouvre la voie à la création d'un Espace unique de paiement en euro d'ici 2010. Un accord a été atteint avec le Conseil et la directive va donc être entérinée.

[Lire](#)



[Sécurité aérienne](#)

Les eurodéputés ont adopté, le 25 avril, le rapport de Paolo Costa (ADLE, IT) qui réglemente strictement le recours à des agents de sécurité et vise à limiter, dans le temps, certaines mesures comme la décision de la Commission d'interdire les liquides dans les bagages. Le rapport traduit la volonté de modifier profondément le projet de règlement sur l'instauration de règles communes sur les contrôles de sécurité, les fouilles, la surveillance, les objets prohibés. Pour le rapporteur, "le caractère nécessaire de nouvelles mesures de sécurité à appliquer rapidement et efficacement ne fait aucun doute". Cependant les eurodéputés estiment que l'application de mesures comme celle de la Commission européenne de n'autoriser qu'une quantité limitée de liquides à bord devrait normalement prendre fin après six mois. Par ailleurs, ces mesures ne pourraient être prorogées qu'après une réévaluation des risques pour la sécurité et une évaluation des coûts et de l'incidence pratique inhérente à ces mesures.

[Lire](#) 

Inde

Pour la première fois, un président indien a été accueilli au Parlement européen le 24 avril, par le président du Parlement Hans-Gert Pöttering et les eurodéputés. Le Président Abdul Kalam a entamé son allocution en soulignant que l'Inde, comme l'Union européenne, maintenait une "unité unique dans la diversité". L'Union européenne est, selon lui, "un modèle d'inspiration et un exemple qui peut faire des émules dans toutes les régions du monde".

[Lire](#) 

Sécurité maritime

Le Parlement a voté en première lecture, le 25 avril, cinq rapports faisant partie du "troisième paquet" sur la sécurité maritime et portant sur le système communautaire de suivi du trafic, les enquêtes en cas d'accident, la responsabilité des entreprises de transports de passagers, le contrôle par l'Etat du port et la certification des organismes de contrôle. L'Union européenne est une puissance maritime majeure. Elle doit donc prendre les mesures permettant d'assurer la prévention renforcée des accidents et des pollutions, ainsi que le traitement de la suite des accidents.

[Lire](#) 

Droits de l'Homme

Le Parlement a adopté son rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde, élaboré par Simon Coveney (PPE-DE, IE). Ce rapport analyse les réactions de l'Union européenne face aux violations des droits, critique l'action communautaire et formule des recommandations spécifiques. Les situations en Russie, en Chine et en Iran font l'objet d'une attention particulière. Selon le rapport, le bilan de la Chine en matière de droits de l'Homme reste "très préoccupant" et devrait "faire l'objet d'une plus grande attention dans le cadre des préparatifs des Jeux olympiques de Pékin". Les eurodéputés incitent le Conseil et la Commission "à soulever la question du Tibet" dans le cadre de conversations avec le gouvernement chinois. De plus, ils estiment que les relations commerciales de l'Union avec la Chine devraient être conditionnées par des réformes en matière de droits de l'Homme.

[Lire](#) 

Relations transatlantiques

Le 25 avril, le Parlement a adopté une résolution sur les relations entre les Etats-Unis et l'Union européenne, en vue du sommet transatlantique le 30 avril à Washington. Les eurodéputés appellent l'UE et les USA à intensifier leurs efforts afin de promouvoir les négociations entre Palestiniens et Israéliens dans le cadre du Quartet pour le Proche-Orient. Ils se réjouissent des résultats du Sommet de Riyad de la Ligue arabe. Sur la question des visas d'entrée demandés par les Etats-Unis aux ressortissants de certains Etats membres de l'Union, le Parlement les "invite à lever immédiatement le régime de visas et à appliquer le même traitement à l'ensemble des citoyens des Etats membres de l'UE". Par ailleurs, il est demandé aux Etats-Unis de "redoubler d'efforts pour présenter et expliquer leur projet de système de défense antimissile dans le cadre de l'OTAN pour permettre à l'Alliance et à l'Europe de rester unies, de résister à la pression étrangère et d'éviter tout désaccord sur diverses questions de sécurité".

[Lire](#) 

Propriété intellectuelle

Le 25 avril, la première directive communautaire visant à harmoniser le droit pénal national a bénéficié de l'appui du Parlement européen. Les eurodéputés se sont prononcés en première lecture sur une législation imposant des sanctions pénales pour toute violation des droits de propriété intellectuelle. Lorsqu'elle sera approuvée par le Parlement et le Conseil, la directive proposée obligera tous les Etats membres à considérer toute violation intentionnelle d'un droit de propriété intellectuelle effectué à une échelle commerciale comme une infraction pénale. Le texte propose, à titre dissuasif, des mesures allant de l'amende à l'emprisonnement, en fonction de la gravité du délit.

[Lire](#)



Régions ultrapériphériques

Les eurodéputés ont proposé, le 26 avril, d'accroître le budget destiné aux régions ultrapériphériques (Açores, Canaries, Guadeloupe, Guyane, Madère, Martinique, Réunion) en vue de compenser les surcoûts occasionnés lors de la commercialisation de certains produits de la pêche, suite à l'augmentation des coûts de l'énergie et du transport. En raison de leur éloignement, de leur insularité, de leur faible superficie et de leur relief et climat difficiles, les régions ultrapériphériques de l'Union européenne accusent un retard sur le plan socio-économique.

[Lire](#)



Forces d'intervention rapide

Le Parlement a approuvé, jeudi 26 avril, le déploiement d'équipes d'intervention rapide européennes pour aider les Etats membres confrontés à un afflux massif d'illégaux, comme ce fut le cas en 2006 aux Canaries. Le rapport prévoit la constitution d'une "réserve stratégique" composée dans un premier temps de 300 à 500 garde-frontières spécialement formés à cet effet. Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures de l'Union européenne, pourra aussi compter sur 116 navires, 27 hélicoptères, 21 avions et divers équipements techniques (caméras thermiques, radars), qui seront à sa disposition dans les Etats membres.

[Lire](#)



ESA :

Politique spatiale

Le 26 avril, la Commission et le directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), Jean-Jacques Dordain, ont présenté un cadre politique pour le développement d'un secteur spatial durable et solide visant une exploitation plus efficace des ressources grâce à des efforts combinés permettant aux États membres de relever les défis mondiaux. Cette communication sera transmise pour approbation au Conseil européen de l'espace, qui réunit les ministres en charge de la compétitivité et les représentants nationaux de l'ESA, le 22 mai. "Grâce à cette communication sur la politique spatiale européenne, nous entendons donner à l'Europe la suprématie mondiale à laquelle elle aspire, dans des domaines clés de l'industrie et de la recherche, qui seront sources de croissance et d'emplois à l'avenir" a déclaré Günter Verheugen, vice-président de la Commission en charge des entreprises et de l'industrie.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



ONU :

Kosovo

Les ambassadeurs des 15 Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont effectué, le 27 avril, une mission d'information au Kosovo où les leaders albanais, le président Fatmir Sejdiu et le Premier ministre Agim Ceku, espèrent les convaincre que la province est prête pour une indépendance surveillée comme le préconise le plan du médiateur Marti Ahtisaari. La délégation est arrivée à Pristina après des entretiens, le 26 avril à Belgrade, avec le président et le Premier ministre serbes, Boris Tadic et Vojislav Kostunica.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



OTAN :

Russie

Le 26 avril, le président Vladimir Poutine a réaffirmé son hostilité au déploiement d'éléments du bouclier antimissile américain en République tchèque et en Pologne et a annoncé un moratoire sur l'application du traité de 1990 sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), du moins "jusqu'à ce que tous les pays l'aient ratifié et commencé à l'appliquer de façon stricte". Cette annonce est intervenue lors de la réunion à Oslo des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan et du

ministre russe Sergueï Lavrov.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



Allemagne :

[Afrique](#)

La chancelière allemande, Angela Merkel, a invité les pays industrialisés à tenir leurs engagements envers l'Afrique lors de sa rencontre avec le Premier ministre britannique Tony Blair et l'ancien Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, le 24 avril à Berlin. Elle a affirmé que c'était la seule manière de gagner la confiance durable du continent voisin de l'Europe. D'après elle, le sommet du G8, qui réunira en juin à Heiligendamm les sept pays les plus industrialisés et la Russie, donnera une nouvelle impulsion à l'aide en faveur de l'Afrique. Tony Blair a souligné que l'Europe souffrirait, notamment en cas d'immigration massive, si elle n'aidait pas à la résolution des problèmes de l'Afrique. Kofi Annan, qui dirige un nouveau forum international sur l'Afrique, affirme que le continent a fortement progressé ces dernières années.

[Lire](#)



[France/Allemagne](#)

La Fondation Robert Bosch lance un concours intitulé "On y va – auf geht's!" destiné à promouvoir les rencontres et les partenariats entre Français et Allemands. Les citoyens, associations et écoles des deux pays peuvent, dès à présent, postuler pour un financement d'un maximum de 5 000 euro par projet. La date limite de candidature est fixée au 17 septembre 2007, les projets devant être réalisés avant octobre 2008. La Fondation souhaite ainsi redonner un nouvel élan aux relations franco-allemandes, en allant au-delà des jumelages existants. Les projets doivent concerner l'écologie, l'intégration, l'éducation, les échanges culturels ou le dialogue entre les générations.

[Lire](#)



[Université franco-allemande](#)

L'Université franco-allemande (UFA) prépare la prochaine année universitaire (2007-2008) avec un nouveau record : 142 cursus d'études ont reçu son label de qualité et bénéficieront d'un soutien financier. 128 cursus binationaux intégrés entre établissements supérieurs allemands et français en font partie, divisés en 101 premiers cycles et 27 cycles avancés. Il faut y ajouter 14 cursus trinationaux, au sein desquels un établissement allemand et un établissement français coopèrent avec un partenaire d'un pays tiers – russe, polonais, espagnol ou autre.

[Lire](#)



[Climat](#)

Le gouvernement a présenté, le 26 avril, un programme de lutte contre le réchauffement climatique en huit points s'engageant à réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre du pays avant 2020 ou à doubler les objectifs de la Commission. "Nous devrions nous fixer l'objectif de faire de l'Allemagne la nation la plus efficace au monde en matière énergétique", a déclaré le ministre de l'Environnement, Sigmar Gabriel, devant le Bundestag. Pour y parvenir, le gouvernement prévoit de baisser la consommation d'électricité de 11 % en misant sur les énergies alternatives et renouvelables, ainsi qu'un renouvellement du parc des centrales électriques.

[Lire](#)



Danemark :

[Energies renouvelables](#)

Les ministres européens et asiatiques de l'Environnement ont souligné, le 26 avril au Danemark, la nécessité d'accroître la part des énergies renouvelables "propres" pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et freiner le réchauffement climatique.

Participant à la troisième réunion ministérielle du forum Asem, ils ont reconnu la nécessité de

"promouvoir les énergies durables et le développement de nouvelles technologies". Le Danemark est le leader mondial dans ce domaine.

[Lire](#)



Estonie :

[Statue soviétique contestée](#)

La chancelière allemande Angela Merkel, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a appelé le 28 avril la Russie et l'Estonie à la "retenue" et à "éviter toute escalade" après les émeutes causées par le déplacement d'un monument soviétique à Tallin. Le déplacement dans la nuit du 26 au 27 avril d'un monument en hommage aux soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale a conduit à des affrontements entre la police et des jeunes Estoniens d'origine russe qui ont causé la mort d'un Russe et fait plus d'une centaine de blessés.

[Lire](#)



Irlande :

[Elections législatives](#)

Le Premier ministre, Bertie Ahern, va tenter de remporter un troisième mandat à la tête du gouvernement à l'occasion des élections législatives dont il a fixé la date au 24 mai prochain. La présidente irlandaise, Mary McAleese, "a dissout le 29ème Dail (chambre basse du parlement) le 29 avril".

[Lire](#)



Lituanie :

[Politique de cohésion](#)

Le 26 avril, Danuta Hübner, Commissaire à la politique régionale, et Vladimír Špidla, Commissaire chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, ont félicité les autorités lituaniennes d'être parvenues à un accord avec la Commission en ce qui concerne le plan de la Lituanie au titre de l'objectif "convergence" de la politique de cohésion 2007-2013. Dans leur "cadre de référence stratégique national" (CRSN), les autorités lituaniennes présentent l'utilisation qu'elles comptent faire de l'enveloppe communautaire de 6 775 millions d'euro sur une période de sept ans pour soutenir la croissance et l'emploi .

[Lire](#)



Pays-Bas :

[Marché du travail](#)

Le ministre des Affaires sociales, Piet Hein Donner, veut ouvrir le 1er mai prochain le marché du travail des Pays-Bas aux dix pays ayant rejoint l'Union européenne en 2004. "Le marché du travail néerlandais se développe particulièrement bien. Le nombre d'offres d'emploi n'a jamais été si élevé et le chômage baisse. Un report de l'ouverture du marché du travail nuit à la vie de l'entreprise néerlandaise, et donc au marché du travail néerlandais", a-t-il expliqué dans une lettre aux députés.

[Lire](#)



Pologne :

[Geremek et Mazowiecki](#)

La menace brandie par le gouvernement polonais de déchoir Bronislaw Geremek de son mandat de député européen en raison de son refus de se conformer à la nouvelle loi de "lustration" sur la décommunisation du pays a provoqué, le 25 avril, de très nombreuses protestations en Europe. Cette loi, mise en place par le gouvernement Kaczynski, oblige 700 000 responsables publics à déclarer de nouveau s'ils ont collaboré avec la police politique communiste. Bronislaw Geremek, ancien ministre polonais des Affaires étrangères, a refusé de remplir la déclaration pour protester contre cette loi qu'il a

qualifiée de "scandale juridique". Il rejoint ainsi Tadeusz Mazowiecki, premier chef du gouvernement démocratique de la Pologne après 1989. Il a appelé les autorités polonaises à ne prendre aucune décision sur son cas avant le jugement de la Cour constitutionnelle, saisie à la fois par l'opposition social-démocrate et par l'ombudsman (médiateur), qui doit se prononcer sur la constitutionnalité de la nouvelle loi lors d'une session prévue du 9 au 11 mai. "J'espère que les autorités publiques reviendront à la raison", a-t-il dit. Le Président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, le président du groupe ADLE au Parlement européen, Graham Watson (UK), le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, entre autres, lui ont apporté publiquement leur soutien.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



République tchèque :

[Bouclier anti-missile](#)

Selon un sondage de l'institut CVVM rendu public le mardi 24 avril à Prague, le nombre de Tchèques opposés à l'installation dans leur pays d'une station radar pour le bouclier antimissile américain est passé à 68% (contre 61% en février). Une majorité de Tchèques estime que cette question devrait faire l'objet d'un référendum et non pas d'une ratification par le Parlement. Les Etats-Unis ont officiellement demandé en janvier à la République tchèque et à la Pologne de servir de bases européennes à leur bouclier antimissile pour parer à d'éventuelles attaques venant notamment d'Iran.

[Lire](#)



Roumanie :

[Référendum](#)

Bien que suspendu de ses fonctions le 17 avril par la majorité de la Chambre des députés qui lui reproche d'avoir outrepassé ses pouvoirs constitutionnels, Traian Basescu a refusé de démissionner. Ce refus oblige, selon la Constitution, les autorités roumaines à faire valider par référendum la destitution du président. 17,5 millions d'électeurs roumains seront appelés, le 19 mai, à répondre à la question : "Etes vous d'accord avec la destitution du président Traian Basescu ?". Le président suspendu demeure, selon les sondages, très populaire dans le pays. C'est le président du Sénat, Nicolas Vacaroiu, qui assume par intérim les fonctions de chef de l'Etat jusqu'au référendum.

[Lire](#)



Turquie :

[Election présidentielle](#)

La candidature du ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, du parti AKP au pouvoir, déchaîne les partisans de la laïcité turque. Pour la seconde fois, plus d'un million de personnes ont manifesté le 29 avril contre l'élection probable d'un candidat dont l'épouse porte le voile et qui est l'ancien porte-parole du gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan, contraint à la démission en 1997. Malgré les avertissements, notamment de l'armée, le seul candidat en lice, qui n'a pas obtenu la majorité des 2/3 requise lors du 1er tour le 27 avril (il a obtenu 357 voix au Parlement sur les 367 requises), maintient sa candidature. L'opposition a déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, réclamant l'invalidation du vote.

[Lire](#)



Eurostat :

[Industrie](#)

Selon les estimations publiées le 24 avril par Eurostat, entre janvier et février 2007, l'indice des entrées de commandes dans l'industrie a baissé de 0,7% dans la zone euro (contre -0,1% en janvier et +1,5% en décembre) et est resté stable dans l'UE (contre -1,4% en janvier et +2,5% en décembre). Entre février 2006 et 2007, les entrées de commandes dans l'industrie ont crû de 4,7% dans la zone euro et de 6,3% dans l'UE.

[Lire](#)



[Déficit public](#)

Dans la zone euro, le déficit public a baissé de 2,5% du PIB en 2005 à 1,6% en 2006, et dans l'UE de 2,4% à 1,7% selon les chiffres déclarés à Eurostat par les États membres. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué dans la zone euro de 70,5% -à la fin de 2005- à 69% à la fin de 2006, et dans l'UE, de 62,9% à 61,7%.

[Lire](#)



[Commerce transatlantique](#)

D'après les chiffres publiés le 27 avril par Eurostat, l'Union européenne et les États-Unis représentent la plus importante relation commerciale bilatérale au monde. En 2006, l'UE a exporté 269 milliards d'euro de biens à destination des États-Unis, tandis que les importations se sont élevées à 178 milliards. Entre 2000 et 2006, l'excédent de l'UE n'a cessé de croître, passant de 32 à 91 milliards. En 2005, l'UE a exporté pour 123 milliards d'euro de services vers les États-Unis, alors que les importations de services en provenance des États-Unis ont été de 116 milliards, soit un excédent de 7 milliards de l'UE. Parmi les États membres, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

[Lire](#) | [Autre lien](#)



Rapports :

[Institut international de presse](#)

100 journalistes ont été tués à travers le monde en 2006, la pire année jamais enregistrée pour la profession, selon le rapport annuel de l'Institut international de la Presse (IPI) publié le 25 avril. L'Irak est resté pour la quatrième année consécutive le pays le plus meurtrier pour les journalistes avec 46 tués, "dans presque tous les cas dans le cadre d'assassinats ciblés", relève le rapport qui passe au crible 180 pays.

Des journalistes ont également trouvé la mort dans 23 autres pays, à commencer par les Philippines (10), le Mexique (7), le Sri Lanka (5), le Pakistan (4), l'Afghanistan (3), la Colombie (3), le Venezuela (2), la Russie (2), l'Inde (2) et la Chine (2).

[Lire](#)



[Corruption](#)

D'après un rapport publié le 23 avril par le Centre d'étude de la démocratie, la corruption en Bulgarie serait équivalente en perte à ce que rapporte par an l'ensemble des fonds attendus de l'Union européenne. Pour l'année 2006, environ un milliard d'euro a été distribué sous la forme de pots-de-vin, d'attribution de marchés publics, d'échanges frauduleux de terrains appartenant aux mairies. Le rapport souligne toutefois que la corruption au sein de l'administration serait en voie de régression.

[Lire](#)



[Révolution numérique](#)

Selon les résultats d'une enquête publiés le 27 avril, près de 20 % des ménages européens choisissent une offre groupée de télécommunications et près de 30 % disposent d'une connexion Internet à haut débit. Les téléphones mobiles sont de plus en plus employés, à l'inverse des lignes fixes. 17 % des Européens qui disposent d'une connexion Internet à domicile l'utilisent pour téléphoner par Internet. Selon Viviane Reding, Commissaire chargée de la société de l'information et des médias, "la réforme des règles communautaires en matière de télécommunications qui aura lieu cette année devra prendre en compte cet environnement technologique en mutation rapide tout en renforçant la concurrence".

[Lire](#)



Agenda :

30 avril

Sommet UE-Etats-Unis

5 mai

Journée portes ouvertes des institutions européennes

7 mai

Eurogroupe

7-8 mai

Conseil Agriculture et Pêche

[Suggestions](#)

[Inscrivez-vous](#) / [Désabonnement](#)

Rédacteurs : Thierry Chopin, Mathilde Durand,
Hélène Gourlet, Claire Perrodon, Elisa Sitbon

Rédacteur en chef : Hélène Gourlet
Directeur de la publication : Pascale Joannin

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.